

Crise économique/Maintien de la mauvaise note souveraine par les agences de notation internationale

La réaction étonnante de Libreville

Les agences de notation Moody's et Fitch Ratings ont confirmé la place du Gabon dans la catégorie « économies dans lesquelles il n'est pas conseillé d'investir ». Libreville, par la voix de son ministre de l'Economie, semble étonnamment se satisfaire de cette situation préoccupante.

Auguste Bala

L'agence de notation internationale Moody's avait tiré en premier, la sonnette d'alarme, en abaissant la note souveraine de la République gabonaise de BB à B+. Le 14 octobre dernier, Fitch Ratings confirmait la place du Gabon dans la catégorie « économies dans lesquelles il n'est pas conseillé d'investir », avec une note souveraine de B+ : « Le Gabon est fortement dépendant du secteur pétrolier, avec les recettes pétrolières qui représentent 34 % des recettes fiscales du gouvernement, 30 % du PIB et

76 % des exportations totales à la fin 2015. La diminution de la production de pétrole en raison de champs de pétrole arrivant à échéance va également peser sur la situation financière du Gabon. L'incertitude politique a augmenté. La réélection contestée du président sortant, Ali Bongo Ondimba, a été suivie par des manifestations violentes, des accusations de fraude par l'opposition et les critiques d'une partie de la Communauté internationale en ce qui concerne la conduite de l'élection. Les élections législatives sont prévues en décembre. Le contexte politique

pourrait réduire la capacité du président à mettre en œuvre des mesures d'assainissement budgétaires, alors que l'escalade dans l'incertitude pourrait avoir des retombées négatives sur l'économie. Nous nous attendons à une activité économique en baisse en raison de la violence et des incertitudes après l'élection présidentielle, ce qui pourrait affecter négativement le climat des affaires et retarder les investissements publics et privés ».

Libreville semble se satisfaire de la situation inquiétante de son économie. S'agissant de la mauvaise note

récemment confirmée par Fitch Ratings, Libreville a affirmé ce qui suit lors du conseil des ministres du 20 octobre dernier : « sur présentation du ministre, le conseil des ministres a pris acte de ce que, dans le cadre de l'actualisation de la note du Gabon par l'agence Fitch Ratings, la note « B+ » ait été maintenue. Ceci traduit le fait que le pays est caractérisé par un environnement macroéconomique stable et que des efforts appréciables de politiques économiques ont été déployés depuis le début de la crise pétrolière ».

Comment un gouvernement sérieux peut-il se satisfaire de ce que le pays qu'il gère soit classé dans des pays où il est désormais déconseillés d'investir ? Cette attitude met, une nouvelle fois, en évidence, l'incurie du gouvernement de « putschistes ». Lequel est quasiment incapable de décrypter les notations économiques et prendre les mesures nécessaires afin de réajuster la courbe.

Mais comment pouvait-il en être



Le ministre de l'économie, Regis Immongault Tatagani n'a même pas l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que le pays est de plus en plus plongé dans l'impasse.

autrement quand le ministre de tutelle, Régis Immongault Tatagani préfère se pavaner sur les plateaux de télévision racontant sa vie au lieu de trouver des solutions adéquates à la situation de crise dans le pays. Un ministre qui d'ailleurs, a déjà fait la preuve de sa totale incompe-

tence dans la gestion de l'affaire Br Sarl. Ce dernier, n'a même pas l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que le pays est de plus en plus plongé dans l'impasse économique. Vraiment qu'a-t-on fait à Dieu pour mériter d'aussi piètres dirigeants ?

Crise économique

L'endettement public devient de plus en plus insoutenable !

Le 12 octobre dernier, le Gabon s'est endetté de 20,5 milliards de FCFA auprès des marchés financiers de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac). Dans un communiqué disponible sur le site de la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC), Libreville annonce un nouvel endettement futur d'un